

SOS Homophobie et la haine anti-chrétiens



SOS Homophobie prône la haine anti-chrétiens et développe une forme de discrimination anti-cathos.

La haine anti-chrétiens de SOS Homophobie met en évidence pourquoi et comment l'Union Chrétienne de Poitiers, une école catholique sous contrat a été victime de messages hostiles : BRÛLE L'USINE À FACHO !

Un tract diffamatoire menaçant de brûler leur école accuse l'établissement sous tutelle congréganiste de « sexisme », d'« homophobie » ainsi que de « transphobie ».

SOS Homophobie est une organisation haineuse anti-chrétiens, anti-cathos et anti-blancs. Elle devrait être enregistrée en tant qu'agent diffuseur de haine. Et l'affaire de l'Union Chrétienne de Poitier permet d'affirmer ce fait, qui n'est même pas controversé, qu'on est bien en face d'un discours « haineux ». Il faut bien qu'un chrétien ose le dire à haute voix. On peut penser que ce schéma répété de SOS Homophobie, diffamant et

attaquant les chrétiens comme étant des « fascistes », est le résultat de leur profonde christianophobie.

SOS Homophobie peut essayer de faire pression pour que les familles chrétiennes soient censurées.

Néanmoins, ils n'arrêteront jamais le mouvement résolu des familles chrétiennes pour la protection de la liberté de l'enseignement de l'école libre catholique. Le mouvement résolu des familles chrétiennes ne pliera jamais devant des organisations extrémistes haineuses comme SOS Homophobie.

Andrew Torba : « Aux États-Unis, les gens ont le droit, d'origine divine, de parler librement, d'exercer leur liberté religieuse et de protéger leur autonomie corporelle contre les atteintes à l'intégrité sexuelle des enfants. Rappeler ces droits n'est pas de la « désinformation ». Il semble que les activistes en France de SOS Homophobie n'aient pas les droits des chrétiens que nous avons en Amérique. »

Claude Meunier-Berthelot dénonce « la dictature En Marche au sein de l'Éducation nationale : « Les enseignants doivent transmettre les 'valeurs de la république' ou 'sortir de ce métier'. » Pas moins ! À cet effet, la dictature En Marche prévoit un « vaste plan de formation sur 4 ans des personnels, à la laïcité et aux valeurs de la république », prenant appui sur les hommages rendus à Samuel Paty, assassiné pour avoir illustré la liberté d'expression – au programme – par la présentation d'une caricature de Mahomet.

« C'est précisément pour avoir appliqué la politique du gouvernement qu'il a été assassiné.

« C'est ce qui explique que, pour masquer leur responsabilité, non seulement ceux qui nous gouvernent lui rendent un hommage retentissant mais qu'en plus Jean-Michel Blanquer prend abusivement appui sur cette tragédie pour imposer une politique

dictatoriale, qui plus est, non pas aux auteurs de troubles mais aux victimes réelles ou potentielles. Quid des valeurs dites « de la république » ?

La république est un mode de gouvernement – la res publica – et non un catalogue de valeurs.

Néanmoins, celles dont se recommandent ceux qui nous gouvernent pourraient être louables –

liberté, égalité, fraternité – si elles n'étaient outrageusement interprétées et mises en œuvre. Dans les faits, quel les sont-elles ? Vincent Peillon a dit : « La laïcité consiste à placer le bien commun, l'égalité des droits et le respect de la personne humaine au-dessus des coutumes et des traditions...

« Il faut arracher l'élève à tous les déterminismes, familial, ethnique, social, intellectuel... »

« Autrement dit, il faut le dépouiller de toute attache pour en faire un zombie sans défense afin

d'anéantir notre civilisation et faire un homme nouveau. L'homme n'ayant plus d'attaches, tous les hommes

sont égaux. L'égalité est donc la « valeur phare » de la république de ceux qui nous gouvernent avec toutes

les dérives que nous connaissons : idéologie du Genre déversée aux enfants sans état d'âme, éducation

sexuelle dès la maternelle « sans finalité normative de telle sorte que l'élève puisse construire son choix » !

« Tous les délires sont déversés à haute dose par des associations type LGBT-SOS Homophobie qui

ont leur entrée pleine et entière dans les établissements dits encore scolaires, lieux où « les intervenants

extérieurs ont le droit de manifester ostensiblement leurs convictions philosophiques ou religieuses » en vertu

du vade-mecum de la laïcité produit par Jean-Michel Blanquer en 2017 et auquel tout établissement doit se

référer, quand dans le même temps, les enseignants qui n'enseignent plus sont condamnés au silence par le

fameux « devoir dit de réserve » qui leur est imposé.

« Exit le savoir... mais uniquement pour nos enfants !
« Pour nos enfants, il n'est donc plus question de transmettre des savoirs – exit le français, la littérature française, l'histoire de nos rois, la géographie de la France et du monde... tout cela est révolu !
Nous sommes aux antipodes de la recommandation de Jean Jaurès aux instituteurs dans laquelle il soulignait l'importance de connaître la géographie et l'histoire de la France, « son corps et son âme » disait-il.

« Blanquer ferme des classes rurales et favorise les quartiers sensibles Mais cette éradication des savoirs concerne uniquement nos enfants car des structures d'excellence se développent dans les banlieues depuis plus de vingt ans, du primaire à l'université incluse, bénéficiant à plusieurs centaines de milliers d'immigrés répartis dans 1 200 réseaux d'éducation prioritaire, en métropole et outremer, dans des banlieues où Jean-Michel Blanquer a couronné le système par la création de 126 « cités de haute qualité éducative » bénéficiant à 700 000 enfants et jeunes de 0 à 25 ans, et par la création de 13 000 nouvelles places d'internats d'excellence réservées aux élèves « issus de milieux modestes résidant en zone sensible » (sic)

« C'est le programme de Jean-Michel Blanquer à l'égard des enseignants qui éprouvent la volonté coupable de transmettre des connaissances et d'assurer en même temps une formation intellectuelle aux enfants qui leur sont confiés dans le cadre de leur métier dans la soi-disant « École de la république » qui n'a plus rien d'une École, à l'égard de ceux qui ne se résignent pas à la dénaturation de leur métier et de leur mission auprès des enfants et des jeunes qui leur sont confiés.

« Il faut « transmettre les valeurs de la république ou sortir de ce métier » !

« Les écoles hors-contrat sont attaquées par Jean-Michel Blanquer. Alors, appliquons les « valeurs de la république » : rendez aux professeurs et aux parents d'élèves la liberté d'éduquer, d'instruire comme ils l'entendent, rendez la liberté à ceux qui veulent réellement enseigner et qui souffrent de l'effondrement du système, dit encore scolaire, refusant d'y apporter leur caution !

Thierry MICHAUD-NÉRARD

« Donnez à ces enseignants la liberté d'enseigner dans des écoles indépendantes, donnez à chaque famille la liberté de choisir l'école de leurs enfants, la liberté leur est due : ce sont des républicains, ce principe doit leur être appliqué. »

Source : Claude Meunier-Berthelot